



SOMMAIRE

Page

Ordre du jour:

Principes du droit international
relations amicales et la coopé-
ration entre les Etats conformément à la
Charte des Nations Unies: rapport du Comité
spécial des principes du droit international
touchant les relations amicales et la coopé-
ration entre les Etats (suite) 215

Edvard HAMBRO (Norvège).

DE L'ORDRE DU JOUR

Examen des principes du droit international touchant
les relations amicales et la coopération entre les
Etats conformément à la Charte des Nations Unies:
rapport du Comité spécial des principes du droit
international touchant les relations amicales et la
coopération entre les Etats (suite) [A/6799, A/C.6/
L.627]

1. M. Krishna RAO (Inde) déclare que, de l'avis de sa délégation, la question des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats est la plus importante de celles dont la Commission est saisie. La délégation indienne regrette qu'il n'ait pas encore été possible à l'Assemblée générale de donner suite à l'appel qui lui avait été adressé par la deuxième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés réunie au Caire en 1964 afin qu'elle adopte une déclaration relative à ces principes qui marquerait une étape importante dans leur codification, mais elle ne peut manquer de trouver une source d'encouragement dans les progrès déjà réalisés.

2. Au cours des diverses sessions du Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats, il est apparu que des positions aussi diamétralement opposées au départ que l'étaient les positions sur le principe que les Etats règlent leurs différends internationaux par des moyens pacifiques de telle manière que la paix et la sécurité internationales ainsi que la justice ne soient pas mises en danger, sur le principe de l'égalité souveraine des Etats, sur le devoir des Etats de coopérer les uns avec les autres conformément à la Charte des Nations Unies et sur le principe que les Etats remplissent de bonne foi les obligations qu'ils ont assumées conformément à la Charte, n'étaient pas inconciliables, pour peu que les Etats fassent preuve de bonne volonté et soient animés d'un esprit de compromis.

3. Pour M. Krishna Rao, le développement du droit international en général, ou de certaines de ses branches spécialisées, telles que le droit de l'espace extra-atmosphérique, par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies ou sous ses auspices, est l'un des traits caractéristiques de la vie internationale contemporaine. C'est d'ailleurs une tâche qui convient parfaitement bien à l'ONU, puisque l'immense majorité de la communauté mondiale y est représentée.

4. La délégation indienne connaît bien les craintes de ceux qui pensent que l'adoption de formulations nouvelles pour des principes de base déjà inscrits dans la Charte risque d'être interprétée comme une manœuvre visant à amender indirectement la Charte, et de ceux qui ont souligné les dangers d'une codification prématurée de principes en pleine évolution, mais elle ne voit aucune raison de ne pas tenter de définir plus clairement le contenu actuellement donné aux principes fondamentaux de la Charte qui sont énoncés dans la résolution 1815 (XVII) de l'Assemblée générale. Elle estime, en effet, que l'ONU doit être dynamique et tenir compte de l'évolution du monde et des idées depuis 1946. Des textes très importants ont été adoptés, parmi lesquels on peut citer le Statut de la Cour de Nuremberg, la Déclaration de la Conférence de Bandoung, la Déclaration de la Conférence de Belgrade, la Déclaration du Caire des pays en voie de développement, les déclarations adoptées par les Etats d'Amérique latine, la Charte de l'Organisation de l'unité africaine, ainsi que les résolutions et déclarations de l'Assemblée générale sur la décolonisation, la non-intervention dans les affaires intérieures des Etats, l'interdiction du recours à la menace et à l'emploi de la force et l'autodétermination; le nombre des Etats Membres de l'ONU a plus que doublé, et les pays d'Afrique et d'Asie participent désormais activement à la vie internationale. La délégation indienne ne voit d'ailleurs pas pourquoi une codification des principes en question entraverait, plus que la codification de toute autre branche du droit international, une sclérose de la matière codifiée.

5. D'ailleurs, il ne s'agit pas pour le moment de codifier les sept principes, mais d'adopter une déclaration qui, pour reprendre les termes de la résolution 2181 (XXI), "marquerait une étape dans le développement progressif et la codification de ces principes". Une telle déclaration permettrait de mieux distinguer entre les exigences du droit international et les arguments juridiques avancés par les Etats pour justifier leurs actes. M. Krishna Rao tient à rappeler à ce propos que, lors de l'adoption, en 1948, de la Déclaration universelle des droits de l'homme [résolution 217 A (III) de l'Assemblée générale]

rale], nul ne se doutait de l'énorme influence que ce texte était appelé à avoir sur les constitutions, les législations et la jurisprudence dans le monde entier. Il insiste sur le fait que la future déclaration ne devra pas consister en une simple répétition des principes de la Charte, mais qu'elle devra, en exprimant l'éthique de l'heure, contribuer à la réglementation des relations internationales et faciliter la coopération internationale dans l'intérêt mutuel de tous les pays, en d'autres termes qu'elle devra être un instrument de développement progressif.

6. Passant à l'examen des travaux du Comité spécial de 1967 (voir A/6799), dont l'Inde faisait partie, M. Krishna Rao souligne qu'un accord a pu se faire, au sein du Comité de rédaction, sur la formulation du principe relatif au devoir des Etats de coopérer les uns avec les autres (*ibid.*, par. 161) et sur celle du principe que les Etats remplissent de bonne foi les obligations qu'ils ont assumées (*ibid.*, par. 285); il espère que ces textes, qui n'ont pu être adoptés par le Comité spécial pour des raisons n'ayant pas directement trait à leur libellé, finiront par être incorporés dans la déclaration.

7. En ce qui concerne le premier de ces deux principes, la délégation indienne se félicite de ce que le groupe de travail qui s'en est occupé a bien accueilli la proposition du groupe de pays non alignés (*ibid.*, par. 123) et a encore amélioré la formulation suggérée en ajoutant au paragraphe 2 l'alinéa b consacré aux droits de l'homme (*ibid.*, par. 161). Sur le plan politique, la notion de coopération est un corollaire de la notion de coexistence pacifique. Elle est également heureuse que les vues et les propositions du groupe de pays non alignés concernant le principe que les Etats remplissent leurs obligations de bonne foi aient généralement été approuvées par le groupe de travail et le Comité de rédaction, encore qu'une formulation légèrement différente ait été adoptée, dans le paragraphe 3, pour ce qui est des obligations découlant d'accords internationaux (*ibid.*).

8. Certains progrès ont été réalisés au sein du groupe de travail qui a étudié le principe que les Etats s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies. Ce principe, qui constitue en quelque sorte la pierre angulaire de tout l'ordre public international contemporain, est à la base de tous les autres principes du droit international. Un accord général a pu se faire au Comité spécial sur quelques-uns au moins des aspects de ce principe, notamment sur le fait que les Etats ne devraient jamais recourir à la menace ou à l'emploi de la force pour régler leurs différends, que les guerres d'agression doivent être considérées comme des crimes contre la paix, qu'il est interdit de recourir à la menace ou à l'emploi de la force en vue de violer les frontières existantes d'un Etat ou en vue de régler des différends territoriaux ou des problèmes de frontières, que les actes de représailles armées sont interdits, etc.

9. Malheureusement, l'entente n'a pu être réalisée sur un certain nombre d'autres points importants tels que la non-reconnaissance des situations créées par

l'emploi de la force, la définition du terme "force", l'emploi de la force contre les peuples coloniaux et la justification du recours à la force, en légitime défense, pour lutter contre la domination coloniale. M. Krishna Rao fait observer que la règle concernant la non-reconnaissance des situations créées par le recours à la menace ou à l'emploi de la force était déjà implicitement contenue dans le Pacte Briand-Kellogg^{1/} et dans le Pacte de la Société des Nations et qu'elle l'est aussi dans la Charte des Nations Unies. Connue sous le nom de "doctrine Stimson", cette règle a été expressément énoncée dans nombre d'instruments adoptés par les Etats américains et dans la Déclaration sur le programme pour la paix et la coopération internationales de 1964, des pays non alignés et elle a été reconnue dans le projet de Déclaration sur les droits et les devoirs des Etats élaboré par la Commission du droit international, dont l'Assemblée générale a pris acte en 1949 dans sa résolution 375 (IV). Le représentant de l'Inde espère qu'une formulation généralement acceptable de cette règle et d'autres pourra être trouvée dans un proche avenir. Il tient cependant à souligner que, si l'unanimité est un objectif souhaitable, les délégations ne doivent pas pousser le souci du consensus jusqu'au point où celui-ci deviendrait un obstacle au développement du droit international et donnerait aux Etats le moyen d'exercer quasiment un droit de veto.

10. La délégation indienne regrette que l'accord n'ait pu se faire, au sein du groupe de travail, sur de nombreux aspects du principe de l'égalité de droits et de l'autodétermination des peuples, et qu'aucun rapport n'ait pu être établi par le groupe de travail chargé du principe concernant le devoir de ne pas intervenir dans les affaires relevant de la compétence nationale d'un Etat conformément à la Charte. L'entente n'a même pas pu se faire au sein du Comité spécial sur un projet de résolution que l'Inde et d'autres pays avaient présenté en vue de consacrer un consensus pour inclure les paragraphes du dispositif de la résolution 2131 (XX) de l'Assemblée générale dans la formulation de ces derniers principes (*ibid.*, par. 307); pourtant, l'Assemblée générale, dans sa résolution 2181 (XXI), n'avait demandé au Comité spécial que "d'élargir la portée de l'accord déjà exprimé dans la résolution 2131 (XX)".

11. La délégation indienne pense que le Comité spécial, dont les réalisations sont déjà appréciables, doit être invité à poursuivre ses travaux en 1968. Elle se réserve le droit de formuler ultérieurement des propositions concrètes à ce sujet.

12. M. BLIX (Suède) fait observer que, si le Comité spécial a réussi à établir l'énoncé de quatre des sept principes qui lui avaient été soumis, ce sont vraisemblablement ceux qui présentent le plus de difficultés, à savoir celui de l'interdiction du recours à la menace ou à l'emploi de la force, celui de la non-intervention dans les affaires relevant de la compétence nationale d'un Etat, et celui de l'égalité, et de l'autodétermination des peuples, qu'il lui reste maintenant à formuler. La délégation suédoise n'a

^{1/} Traité général de renonciation à la guerre comme instrument de politique nationale, signé à Paris le 27 août 1928, Société des Nations, Recueil des Traités, vol. XCIV, 1929, No 2137.

certaines pas à se plaindre que les travaux n'aient pas été aussi approfondis qu'elle l'avait souhaité, mais elle éprouve la même impatience que les autres membres devant la lenteur des progrès accomplis, car au rythme actuel, il faudrait sans doute encore trois ans pour arriver à bout de la tâche.

13. Il est certain que la difficulté essentielle vient de ce que les délégations ont d'importantes divergences de vues quant au contenu desdits principes, malgré les rapprochements remarquables réalisés dans certains cas. S'agissant du principe de l'interdiction du recours à la menace ou à l'emploi de la force, les points d'accord obtenus à la première session du Comité spécial à Mexico, en 1964, puis à la troisième session à Genève, en 1967, suffisent cependant pour que l'on puisse espérer parvenir à un consensus. Quant au principe de l'égalité de droits et de l'autodétermination des peuples, les écarts ne sont plus assez grands pour que la conciliation soit purement hypothétique. Enfin, pour ce qui est du principe de la non-intervention, qui prête tout particulièrement à controverse, on peut constater que, abstraction faite des diverses réserves d'ordre tactique qui ont été formulées, il existe un large accord exprimé dans la résolution 2131 (XX), que l'Assemblée générale a adoptée à la quasi-unanimité; il est donc étrange qu'avec une telle volonté d'aboutir, il soit si malaisé de donner à une déclaration de caractère juridique un libellé que tous puissent accepter.

14. Les sept principes, et notamment les trois restants, s'appliquent à nombre de différends ou conflits récents entre Etats, existants ou en puissance. De ce fait, si un Etat accepte la moindre addition à l'énoncé d'un principe, sa concession peut immédiatement être invoquée contre lui. Inversement, l'élimination d'un élément du libellé peut, mais moins fréquemment, affaiblir telle ou telle position. Il est évidemment illusoire de rechercher dans la formulation de règles générales la solution des conflits en question. Dans ces conditions, il faudrait, de l'avis de la délégation suédoise, laisser momentanément sans solution certains points controversés pour concentrer les travaux futurs sur les résultats qu'il est possible d'atteindre, sans causer à quiconque un important préjudice. On pourrait alors espérer parvenir à des énoncés qui, sans être parfaits, concrétiseraient un large accord sur d'importants principes, et il n'est pas exclu que, par surcroît, la solution des problèmes qui auraient été laissés de côté ne se dégage d'elle-même, ultérieurement.

15. Quelle que soit l'influence défavorable qu'a pu avoir sur l'issue des travaux le climat politique récent, et bien que l'on n'ait pas l'assurance que la situation sera meilleure en 1968, il ne s'ensuit pas qu'il faille différer la suite des travaux jusqu'à ce que les conditions soient plus satisfaisantes. Au contraire, il importe de les reprendre et d'améliorer ainsi la situation au moins sur un plan, sans compter que l'on évitera par là de donner l'impression d'une capitulation devant les difficultés.

16. La délégation suédoise, profondément convaincue que l'on peut espérer de nouveaux progrès, estime que le Comité spécial devrait être convoqué à nouveau en 1968, en dépit des travaux très lourds qui attendent déjà cette année-là les juristes des Etats. Elle croit savoir qu'il sera possible de disposer de services de conférence pendant les quelques semaines précédant la vingt-troisième session de l'Assemblée générale et, à son avis, cela pourrait suffire.

17. En ce qui concerne les travaux à entreprendre, il faudrait, pour ne pas lâcher prise, repartir du point où ceux de la troisième session se sont arrêtés. On devrait donc inviter le Comité spécial à formuler d'abord les principes relatifs à l'interdiction du recours et à la menace ou à l'emploi de la force et à l'égalité de droits et de l'autodétermination des peuples et à examiner ensuite les propositions concernant le principe de la non-intervention dans les affaires relevant de la compétence nationale d'un Etat en vue d'élargir la zone d'accord déjà consacrée dans la résolution 2131 (XX) de l'Assemblée générale. On pourrait lui demander en outre d'examiner les propositions supplémentaires concernant les quatre principes déjà formulés et d'apporter, lorsque tous les principes seraient énoncés, les modifications de forme qui pourraient s'imposer.

18. Cette tâche est assez lourde, mais on ne peut en attendre moins de la prochaine session, d'autant que les délégations semblent maintenant commencer à admettre que certains éléments qui ne se prêtent pas à la conciliation pourraient utilement être laissés de côté, et les travaux seraient facilités si, conformément à la sage suggestion du représentant de la Tchécoslovaquie, des contacts officiels avaient lieu avant la session pour hâter les accords. On pourrait également prévoir que le Comité spécial n'étudie le principe de la non-intervention dans les affaires relevant de la compétence nationale d'un Etat et les autres propositions éventuelles qu'après avoir achevé de formuler les principes de l'interdiction du recours à la menace ou à l'emploi de la force et de l'égalité de droits et de l'autodétermination des peuples. Si, par malchance, la session du Comité spécial tout entière était consacrée à achever la formulation des principes de l'interdiction du recours à la menace et à l'emploi de la force et l'égalité de droits et de l'autodétermination des peuples et si, par conséquent, on ne disposait pas de suffisamment de temps pour formuler le principe de la non-intervention dans les affaires relevant de la compétence nationale d'un Etat, la Commission aviserait, à la vingt-troisième session, sur la suite des travaux.

19. M. Blix tient à rendre hommage au dévouement et à la compétence du Président et du Rapporteur du Comité spécial et du Président du Comité de rédaction ainsi qu'aux membres des groupes de travail, lesquels constituent les instruments les plus commodes pour intensifier des négociations. Il souligne également les services rendus par le Secrétariat.

La séance est levée à 11 h 35.